

Salle du Sacrifice

DATES À RETENIR

**10 juin 44 Massacre
d'Oradour-sur-Glane**

**Janvier 43 Création de
la Milice**

**Septembre 43 Grand
démantèlement de
Voix du Nord, OCM,
Comète et Alliance**

**1933 1er camp de ce
type à Dachau**

**9 mai 1945 Libération
de Dunkerque,
dernière ville occupée
de la région**

Les dangers sont omniprésents pour les Résistants. Les **contrôles** et barrages, les **rafles** générales sont l'occasion d'être découvert en possession d'objets ou de papiers compromettants, mais surtout les Résistants sont à la merci d'une **dénonciation**.

Des civils peuvent être pris en **otages**, ou victimes de **représailles** après des sabotages, comme ce fut le cas à Ascq le 1^o avril 1944.

Les polices qui procèdent à ces arrestations sont variées : **Sipo SD** des SS et dont fait partie la Gestapo ; **Feldgendarmerie** chargée de la répression du marché noir et des manifestations ; **Geheime Feldpolizei** qui exécute les ordres des services de contre-espionnage. Ces polices allemandes sont aidées par la **police et la gendarmerie de Vichy**. La Milice n'intervient dans la région qu'à partir de février 1944.

Les interpellés sont conduits à la maison d'arrêt de l'arrondissement ou au siège de la police allemande, puis transférés dans les **prisons départementales comme celle de Loos près de Lille**.

Ils subissent les **interrogatoires** ponctués de coups et de tortures.

Les jugements sont prononcés par le tribunal militaire allemand ou la cour spéciale de Douai. Le décret « **Nuit et brouillard** » de novembre 1941 permet la déportation sans jugement.

Les résistants peuvent être condamnés à des peines de prison, à la déportation dans les camps, ou même au peloton d'exécution **dans les citadelles et forts de la région**. Parfois la Résistance continue dans les camps, comme le montrent les documents sur le camp d'Esterwegen où de septembre 1943 à février 1944 fut rédigé un journal clandestin.

Le **débarquement** de juin 1944 provoque un élan d'enthousiasme chez les Résistants, qui multiplient les actions afin de désorganiser l'économie de guerre allemande. Aux lourds bombardements sur Londres répondent les **bombardements alliés** sur les objectifs militaires de la côte et les réseaux de communications de la région.

Du 1^{er} au 7 septembre 1944, les villes d'Arras, Douai, Cambrai, Valenciennes, Lille et Bruxelles sont libérées, sans que les troupes alliées ne rencontrent l'opposition acharnée qu'elles pensaient devoir affronter.

Pour autant, les souffrances ne sont pas encore terminées : les otages sont utilisés comme boucliers et les exactions se multiplient sur la route de la retraite allemande.

Les prisons sont vidées et les prisonniers envoyés vers les camps de concentration. C'est donc pour les FFI une course pour libérer les prisons avant le départ des trains, course manquée le 1^o septembre 1944, dans le cas du « **train de Loos** », dans lequel seront déportés 871 détenus. 275 seulement reviendront de Sachsenhausen.

Pour les civils, la libération oscille entre joie d'accueillir les soldats alliés et peine des cérémonies funèbres. Il reste encore beaucoup d'absents : les **prisonniers de guerre** et les **déportés** qui ne rentreront qu'après la capitulation allemande le 8 mai 1945. La mise en place d'un pouvoir civil aux ordres du **gouvernement provisoire** de la République française encadre le retour à la normale. Il tente de limiter les exactions et de canaliser l'**épuration**.

